

---

**L'Afrique en question n°19**

**Élections présidentielles au Nigeria :  
décryptage d'une opération à hauts risques**

---

**Benjamin Augé**

*Février 2015*



**Programme  
Afrique subsaharienne**

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte  
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

© Tous droits réservés, Ifri, 2015

Ifri  
27, rue de la Procession  
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE  
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00  
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60  
Email : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

Ifri-Bruxelles  
Rue Marie-Thérèse, 21  
1000 – Bruxelles – BELGIUM  
Tél. : +32 (0)2 238 51 10  
Fax : +32 (0)2 238 51 15  
Email : [info.bruxelles@ifri.org](mailto:info.bruxelles@ifri.org)

Website : [ifri.org](http://ifri.org)

## ***Introduction***

Le Nigeria entre dans un nouveau cycle électoral avec la tenue des sixièmes élections générales depuis le retour du pouvoir aux civils en 1999. Les élections étaient initialement prévues le 14 (élections présidentielles) et le 28 février 2015 (élections législatives). Le premier tour a été reporté au 28 mars. La question de la menace que fait planer Boko Haram sur le Nigeria n'est pas, comme on pourrait s'y attendre, au cœur des débats de l'actuelle campagne présidentielle dans le pays. Néanmoins, le contexte sécuritaire particulier dans lequel se dérouleront les prochaines élections ainsi que les reconfigurations politiques à l'œuvre au Nigeria rendent ce scrutin singulier. Il paraît donc incontournable d'analyser les enjeux de ces sixièmes élections générales.

## ***Une opposition pour la première fois unie***

L'union de l'opposition au Nigeria derrière un seul et même candidat<sup>1</sup>, devrait, pour une fois, permettre de ménager un certain suspense lors de l'élection présidentielle de mars-avril 2015. Que de chemin parcouru depuis la fusion des quatre principaux partis d'opposition il y a moins de deux ans. Le mouvement All Progressives Congress (APC), fondé en février 2013, a désigné le 11 décembre 2014 son candidat pour l'élection présidentielle de mars 2015. Ce sera donc le natif de l'État du nord de Katsina, Muhammadu Buhari, qui s'opposera au président depuis 2010, Goodluck Jonathan, né quant à lui dans la région pétrolière du delta du Niger. C'est la première fois que l'opposition, traditionnellement tiraillée entre l'Action Congress of Nigeria, le Congress for Progressive Change, le All Nigeria Peoples Party (ANPP) et la All Progressives Grand Alliance se présentera unie, sous une seule bannière, contre la « machine » du People's Democratic Party (PDP).

Fondé par Olusegun Obasanjo (président de 1999 à 2007) en 1999, le PDP a remporté les élections présidentielles de 1999, 2003, 2007 et 2011, soit tous les scrutins présidentiels depuis la fin de la dictature militaire en 1998, à la mort du président Sani Abacha. Le PDP contrôle également vingt États sur les 36 que compte la fédération nigériane et conserve la majorité à l'Assemblée nationale (181 sur 360 sièges) ainsi qu'au Sénat (62 sur 109), malgré la

---

*Benjamin Augé est chercheur associé au Programme Afrique subsaharienne et au Centre Énergie à l'Ifri. Il est rédacteur en chef de la lettre d'informations Africa Energy Intelligence (groupe Indigo Publications).*

<sup>1</sup> Il y a en tout 14 candidats pour cette élection du 28 mars 2015. Les 12 autres, dont nous ne parlerons pas, pèsent très peu.

désertion de nombreux parlementaires – dont le président de la chambre basse, Aminu Waziri Tambuwal, parti rejoindre les rangs de l'APC<sup>2</sup>. Si chaque défection a probablement des motivations particulières, il est probable que l'impossibilité d'accéder à des postes (en particulier au niveau local comme dans les gouvernorats) a été un argument de poids pour certains cadres du PDP de rejoindre l'APC. Tambuwal sera par exemple candidat pour devenir gouverneur de Sokoto pour l'APC le 11 avril, alors qu'il n'aurait probablement pas pu obtenir l'investiture du PDP.

Malgré les querelles intestines entre les chefs de l'APC, qui se sont largement exprimées durant la campagne interne, la primaire de l'APC en décembre 2014 s'est bien déroulée. Il s'agissait d'un préalable nécessaire pour le maintien de l'unité de cette coalition d'opposition hétéroclite. Une bonne partie des cadres de l'APC sont en effet des transfuges du PDP, comme le gouverneur de l'État nordiste de Kano, Rabi'u Kwankwaso, arrivé deuxième lors du scrutin du 11 décembre, ou encore l'ancien vice-président Atiku Abubakar. Sous l'œil de dizaines de caméras et de journalistes, les quelque 7 200 inscrits à la primaire ont voté dans un climat relativement serein au Teslim Balogun Stadium, situé dans le quartier résidentiel de Surelele à Lagos. Les résultats étaient connus en temps réel dans le stade mais aussi à l'extérieur, grâce à plusieurs sites d'information en ligne. L'organisation réussie de cette convention est en partie due au rôle de l'un des fondateurs de l'APC et ancien gouverneur de Lagos, Bola Tinubu. Ce dernier a pesé de tout son poids pour que Muhammadu Buhari obtienne le plein de voix dans cet État clé en termes de vote pour la primaire. Il en sera de même pour les présidentielles<sup>3</sup>. Le mode de désignation choisi par l'APC, très transparent et démocratique, est nouveau pour le Nigeria. Bola Tinubu l'a conçu avec les cadres de la coalition d'opposition pour ringardiser la vieille machine du PDP, qui n'a pas fait voter ses militants pour choisir son candidat pour 2015. Goodluck Jonathan a en effet été désigné seulement par les cadres du mouvement. Cependant, la bataille électorale est loin d'être gagnée pour l'opposition.

---

<sup>2</sup> Il est à noter qu'à l'inverse, d'importantes figures de l'APC ont rejoint le PDP, c'est notamment le cas de Nuhu Malam Ribadu, ex-directeur de l'Economic and Financial Crimes Commission (EFCC) et chantre de l'anticorruption au Nigeria, ainsi que l'ancien gouverneur de l'État de Borno, Ali Modou Sheriff, très proche de l'ancien président Sani Abacha.

<sup>3</sup> L'État de Lagos représente 5,8 millions de votants enregistrés pour l'élection présidentielle par l'Independent National Electoral Commission (INEC). C'est donc l'État qui pèse le plus dans la fédération, suivi par Kano avec 4,9 millions. *This Day*, 16 janvier 2015, disponible sur : <[www.thisdaylive.com/articles/with-5-8m-registered-persons-lagos-tops-states-with-eligible-voters/199345/](http://www.thisdaylive.com/articles/with-5-8m-registered-persons-lagos-tops-states-with-eligible-voters/199345/)>.

## **Les ressorts de la compétition politique au Nigeria : une analyse du jeu des partis**

La compétition politique au Nigeria est peu déterminée par la confrontation des programmes ou bilans des différents candidats. L'exemple récent de l'élection d'Ayo Fayose comme gouverneur d'Ekiti en juin 2014 l'a encore démontrée. Fayose avait été démis de ses fonctions en 2006 par Olusegun Obasanjo pour corruption. Pourtant, depuis les élections d'octobre 2014, qu'il a gagnées sous les couleurs du PDP, il est de nouveau à la tête de cet État. Les élections restent encore en grande partie conditionnées par la capacité qu'a un parti à mobiliser ses clientèles politiques et ses circuits de financement.

Si l'APC dispose d'importants fonds grâce aux hommes d'affaires qui le dirigent (comme Atiku Abubakar, qui est un des actionnaires de la très rentable société de logistique pétrolière Intels), le volume de ces fonds reste cependant modeste en comparaison des sommes dont dispose le PDP, qui contrôle la quasi-totalité des États du delta du Niger, riches en pétrole et en gaz. Le président Goodluck Jonathan, ancien gouverneur de l'État de Bayelsa – tout comme sa ministre du pétrole, Diezani Alison-Madueke, originaire du Rivers State – peut se prévaloir du soutien d'une grande partie des hommes influents de cette région (fonctionnaires des *Local government areas*, chefs traditionnels), ainsi que d'un large réseau de 20 000 « militants », qui ont profité de la généreuse amnistie qu'il leur avait octroyé en 2009 lorsqu'il était vice-président, en échange de l'arrêt des actes de vandalisme sur les infrastructures pétrolières. Goodluck Jonathan pourra ainsi compter sur certains hommes d'affaires locaux, très fortunés, qui se sont enrichis grâce à l'attribution de blocs pétroliers ou au vol de pétrole. Il pourra aussi s'appuyer sur les gouverneurs PDP de la région pour sa campagne. Le PDP dispose donc d'un sérieux avantage pour s'assurer le soutien de ses clientèles.

L'instrumentalisation de l'appartenance religieuse et régionale revêt une importance singulière dans le cas des élections au Nigeria. Depuis 1999, un arrangement informel interne au PDP prévoit une alternance de la présidence de la république entre le Nord et le Sud : il s'agit du *zoning system*. Cette forme de partage du pouvoir informel basé sur des critères régionaux est perçue par beaucoup, à l'intérieur et à l'extérieur du parti, comme un partage du pouvoir entre un Nord majoritairement musulman et un Sud majoritairement chrétien. Le facteur religieux continue de structurer la compétition politique du point de vue de la perception des votants. Selon le Pew Research Centre, 87 % de la population nigériane considère la religion comme « très importante dans leur vie » et 31 % déclarent qu'ils ne

pourraient soutenir que des leaders de leur groupe religieux<sup>4</sup>. Dans ce contexte, les populations de la région du delta du Niger (appelée *South-South* par les autorités dans leur découpage géopolitique du pays) votent traditionnellement massivement pour Goodluck Jonathan. À titre d'exemple, en 2011, sur 8,9 millions de votants 6,1 millions ont choisi ce dernier alors que seuls 49 000 se sont portés sur la candidature de Buhari<sup>5</sup>. Ce dernier mobilise plus particulièrement les votes du Nord du pays<sup>6</sup>. Les partis ont ainsi intérêt à jouer cette carte en usant d'une rhétorique clivante afin de fidéliser leurs électors respectifs. Le PDP a, en ce sens, récemment déclaré que l'APC dont les deux principaux leaders, Muhammadu Buhari et Bola Tinubu, sont musulmans était l'équivalent des « frères musulmans du Nigeria<sup>7</sup> ». Ils ont également accusé l'APC de soutenir Boko Haram<sup>8</sup>.

### ***Buhari : un homme du passé ?***

Si Buhari est présenté par ses partisans comme le symbole de l'incarnation de l'alternance entre les deux confessions, les caciques du PDP aiment à le présenter comme un homme du passé. Le major-général Muhammadu Buhari a déjà présidé le Nigeria entre 1983 et 1985, après un coup d'État militaire. Lors de ses deux années de présidence, entre 1983 et 1985, Muhammadu Buhari a été très critiqué pour ses pratiques dictatoriales, sa brutalité, et le peu de cas de son régime pour les droits humains<sup>9</sup>. D'autre part, l'âge de Muhammadu Buhari (72 ans), qui contraste avec la relative jeunesse de Goodluck Jonathan (57 ans), est un autre argument utilisé contre lui. Enfin, le fait que Buhari ait déjà perdu dans les urnes à trois reprises (en 2003, 2007 et 2011) est utilisé par le parti au pouvoir pour rappeler que les Nigériens se sont déjà exprimés, et qu'ils ne veulent pas de ce candidat. L'une des premières attaques personnelles a d'ailleurs concerné la validité de ses diplômes, sur lesquels certaines voix du PDP ont officiellement émis des doutes.

---

<sup>4</sup> « Tolerance and Tension: Islam and Christianity in Sub-Saharan Africa », Pew Forum on Religion and Public Life, Washington, avril 2010.

<sup>5</sup> Pour rappel, en 2011, Buhari avait obtenu 12,2 millions de voix, contre 22,5 pour Jonathan (58,9 % des suffrages exprimés).

<sup>6</sup> Le détail des résultats des élections présidentielles de 2011 est disponible sur : <[www.nigerianmuse.com/20110419040622zg/sections/general-articles/details-of-2011-presidential-election-results-in-nigeria/](http://www.nigerianmuse.com/20110419040622zg/sections/general-articles/details-of-2011-presidential-election-results-in-nigeria/)>.

<sup>7</sup> « PDP Condemns Dominance of APC Executive by Muslims », *All Africa*, janvier 2014, disponible sur : <<http://allafrica.com/stories/201401080532.html>>.

<sup>8</sup> « Fani-Kayode's Revelation: We Have Been Vindicated – PDP », *All Africa*, juin 2014, disponible sur : <<http://allafrica.com/stories/201406040360.html>>.

<sup>9</sup> Lire à ce sujet le texte du prix Nobel de littérature nigérian Wole Soyinka, disponible sur : <<http://saharareporters.com/2007/01/14/crimes-buhari-wole-soyinka>>.

Muhammadu Buhari a donc dû se justifier publiquement en donnant ses numéros d'étudiant et en mentionnant les noms de ses camarades de promotion, notamment celui de Shehu Musa Yar'Adua, le grand frère de l'ancien président Umaru Yar'Adua (2007-2010)<sup>10</sup>.

## **Goodluck Jonathan face à son bilan sécuritaire et économique**

La dégradation de la situation sécuritaire du Nord joue contre le président sortant. D'une part, les États du Nord-Est (Borno, Adamawa, Yobe), depuis plus d'un an et demi sous État d'urgence, ont été le théâtre d'une recrudescence d'actions meurtrières et de kidnappings revendiqués ou imputés au mouvement islamiste Boko Haram<sup>11</sup>. D'autre part, les activités de la secte islamiste ont tendance, depuis 2014, à s'étendre géographiquement avec des actions kamikazes perpétrées dans des grandes villes d'autres États, comme à Kano en décembre 2014. Le mouvement s'étend également au-delà des frontières du Nigeria, notamment au Cameroun où l'armée tchadienne a déployé plusieurs milliers d'hommes à la mi-janvier<sup>12</sup> et désormais au Niger, dans la région de Diffa. Cependant, les États de Borno, Adamawa et Yobe sont administrés par des gouverneurs d'opposition, membres de l'APC. Les votes de cette région peu développée, éloignée des centres économiques et politiques que sont Lagos et Abuja, vont traditionnellement davantage à l'opposition (à part à Adamawa, où Goodluck Jonathan est arrivé en tête en 2011). Le fait que ses habitants puissent être empêchés de voter, en raison du climat d'insécurité lié à Boko Haram, n'est donc pas un réel motif d'inquiétude pour le camp du PDP, même si cela a justifié le report de l'élection dû à l'impossibilité de distribuer des cartes électorales dans cette zone comptant près de 15 millions d'électeurs enregistrés (soit 22 % de l'électorat). On peut même affirmer que si un grand nombre d'habitants des trois États majoritairement touchés par le mouvement Boko Haram, qui sont aussi des réservoirs de voix pour le candidat Buhari, étaient empêchés de voter, cela constituerait un avantage électoral déterminant pour Goodluck Jonathan.

---

<sup>10</sup> « Buhari: My Certificates with the Army Secretary », *This Day*, 21 janvier 2015.

<sup>11</sup> Pour 2014, Amnesty International a comptabilisé 4 000 morts civiles liées aux actions de Boko Haram, voir sur : <[www.amnesty.fr/CP-Nigeria-Des-images-satellite-montrent-ampleur-terrifiante-de-attaque-de-Boko-Haram-contre-Baga-13883](http://www.amnesty.fr/CP-Nigeria-Des-images-satellite-montrent-ampleur-terrifiante-de-attaque-de-Boko-Haram-contre-Baga-13883)>. Selon Amnesty International, le dernier massacre de masse en date dans la ville de Baga entre le 2 et le 7 janvier, aux bords du lac Tchad, aurait fait près de 2 000 morts.

<sup>12</sup> « Le Tchad mobilise ses troupes contre Boko Haram », *Le Monde*, 21 janvier 2015.



De plus, la gestion du président Jonathan de la région du delta du Niger (sa région d'origine), poumon économique du Nigeria concentrant la quasi-totalité de l'activité pétrolière du pays et constituant plus de 90 % des exportations du pays, contribuant à 15,8 % du produit intérieur brut<sup>13</sup> et à environ 75 % du budget fédéral, pourrait jouer en sa défaveur. La baisse massive des investissements des compagnies dans le delta du Niger du fait de l'insécurité juridique<sup>14</sup> et du volume inégalé de vol de brut<sup>15</sup> commence à peser sur les finances publiques et la croissance du pays, jusqu'à peu encore épargnées en raison d'un cours du baril très élevé. Cependant, le président Jonathan ne peut plus compter sur des cours élevés pour soutenir les finances publiques du Nigeria. Le baril a en effet connu une chute de près de 50 % en six mois pour atteindre 45 dollars en janvier 2015. Devant l'Assemblée nationale pour la présentation du budget 2015, le 17 décembre 2014, la ministre nigériane de l'Économie Ngozi Okonjo Iweala a indiqué qu'en 2014, la production enregistrée avait baissé de 180 000 barils par jour (bpj), en comparaison avec les prévisions du budget 2014, pour finalement atteindre une moyenne de 2,2 millions de barils par jour (mbpj)<sup>16</sup>. Le budget fédéral 2015 a dû tenir compte de ces évolutions, il a été basé sur un prix moyen du baril à 65 dollars et une production journalière de 2,28 mbpj<sup>17</sup>.

## Conclusion

Le bilan, pour le moins contrasté, de Goodluck Jonathan à la tête du pays pourrait cependant ne pas être suffisant pour permettre à l'opposition de remporter l'élection d'avril. L'APC n'aura pas la partie facile, Muhammadu Buhari est une cible facile du fait de son passé de militaire et le PDP sait parfaitement manier la rhétorique afin d'orienter les débats sur les personnes pour éviter de se concentrer sur le bilan de Goodluck Jonathan.

Le risque de violences pendant et après les élections de mars-avril 2015 est réel. La victoire potentielle de Goodluck Jonathan

---

<sup>13</sup> Selon la nouvelle comptabilité, voir World Bank, *Nigeria Economic Report*, juillet 2014, p. 4.

<sup>14</sup> Un nouveau code pétrolier (*Petroleum Industry Bill*) est en discussion depuis 2007. Ce processus législatif sans fin empêche les pétroliers d'investir dans certaines zones, en particulier en eau très profonde, pour laquelle la fiscalité est susceptible de changer dans le nouveau texte.

<sup>15</sup> Les chiffres disponibles parlent de 400 000 bpj volés, soit l'équivalent de la production de la République du Congo et du Tchad réunis, voir sur : <<http://allafrica.com/stories/201407100685.html>>.

<sup>16</sup> Les détails sur le budget 2015 sont disponibles sur : <[www.budgetoffice.gov.ng/pdfs/CME%20Budget%20Speech%202015.pdf](http://www.budgetoffice.gov.ng/pdfs/CME%20Budget%20Speech%202015.pdf)>.

<sup>17</sup> PWC, *Nigeria 2015's Budget. Fiscal and Macroeconomic Analyses*, 2014, p. 2.



sera considérée par certains de ses adversaires comme une remise en cause de l'arrangement informel de partage de pouvoir entre le Nord et le Sud, ce que le président réfute<sup>18</sup>. Cette différence d'appréciation, combinée à une instrumentalisation importante de l'identité religieuse, pourrait faire émerger de vives tensions. À l'inverse, en cas de victoire de Buhari, les partisans de Goodluck Jonathan considéreraient qu'il est tout à fait injuste que le premier président venant du delta du Niger (poumon économique du pays) n'effectue pas un second mandat<sup>19</sup>. Par ailleurs, malgré le report de six semaines, la situation sécuritaire risque d'empêcher un certain nombre de personnes de voter, ce qui pourra, comme nous l'avons précédemment évoqué, entraîner une contestation de l'élection de la part des partisans de Buhari pour qui le Nord est un réservoir déterminant de votants. Des violences sont tout particulièrement à craindre dans les États du Nord, comme à Kaduna en 2011<sup>20</sup>, mais également dans la région du delta du Niger, traditionnellement acquise au PDP, puisque cette fois-ci le gouverneur du puissant État de Rivers, Rotimi Amaechi, est membre de l'APC et va tout faire pour mobiliser ses troupes pour faire barrage à son ancien parti. De nombreuses violences ont déjà eu lieu à Port Harcourt et le nombre d'armes en circulation inquiète les autorités locales<sup>21</sup>.

---

<sup>18</sup> Les adversaires de Goodluck Jonathan considèrent que ce dernier, s'il gagnait, briguerait un troisième mandat : celui-ci dirige le pays depuis 2010 à la suite de la mort d'Umaru Yar'Adua dont il était vice-président, il a ensuite gagné les élections de 2011 et se présente aux élections de 2015.

<sup>19</sup> Le leader Ijaw Edwin Clark a récemment déclaré : « we cannot continue to feed this country and we are not ruling the country ». Voir *International Crisis Group Africa Report*, n° 220, p. 3.

<sup>20</sup> En 2011, près de 1 000 personnes auraient péri au cours du processus électoral, voir sur : <[www.nytimes.com/2011/04/25/world/africa/25nigeria.html?\\_r=2&scp=2&sq=nigeria%20&st=cse](http://www.nytimes.com/2011/04/25/world/africa/25nigeria.html?_r=2&scp=2&sq=nigeria%20&st=cse)>.

<sup>21</sup> « 2015: Amaechi Raises Alarm Over Arms Build-up », *Daily Independent*, 2 janvier 2014, disponible sur : <<http://dailyindependentnig.com/2014/01/2015-amaechi-raises-alarm-over-arms-build-up/>>.